

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
de la commune de VALENCIN
Séance du 1^{er} Septembre 2025**

L'an deux mil vingt-cinq, le premier du mois de Septembre à 19h30, le Conseil Municipal de la Commune de Valencin, dûment convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, dans le lieu habituel de ses séances, à la Mairie de Valencin, au nombre prescrit par la Loi, sous la présidence de Monsieur Bernard JULLIEN, Maire

Nombre de conseillers en exercice :	23	Date de convocation :	25/08/2025
Présents :	19	Date de publication	02/09/2025
Votants :	21		

Présents : M Bernard JULLIEN – M Pierre SERTIER – Mme Geneviève BEGOUEN-DEMEAUX – M Jean-Louis CIANFARANI – Mme Marie DALMAS – M Christophe SOULIER – Mme Audrey BLANCHON – M Guy DURAND – M Michel LAURENT – M Gilles DENIS – M Yves SERVANGE – Mme Christelle COURTHIAL – M Daniel MOTA – Mme Katia GOMES – Mme Céline GONZALEZ-THOLLIN – Mme Fanny LAMOUCHE – Mme Andrée VACHER – M Christian TERSIGNI – M Christophe BADUFLE.

Absents : M Ludovic HIRTH – Mme Nathalie ZAMBARDI – Mme Virginie CHRISTOPHE donne procuration à Mme Fanny LAMOUCHE – Mme Véronique BOUCHARD donne procuration à M Christian TERSIGNI.

Secrétaire : M Jean-Louis CIANFARANI

N° 07	<u>Délibération n° 2025-072</u>	Redevance d'assainissement collectif Majoration en cas de non-raccordement ou de raccordement non conforme
-------	---------------------------------	---

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que conformément à l'article L1331-1 du Code de la Santé Publique, le raccordement des immeubles aux réseaux publics de collecte disposés pour recevoir des eaux usées domestiques et établis sous la voie publique à laquelle les immeubles ont accès directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage, est obligatoire dans un délai de deux ans à compter de la mise en service du réseau public de collecte.

Il ajoute qu'à la suite d'une campagne de contrôle des branchements des constructions existantes en lien avec la construction de la nouvelle station d'épuration mais également lors du contrôle réalisé en amont d'une cession, des non-conformités ont été constatées.

La non-conformité d'un branchement recouvre deux hypothèses :

*1° absence totale de raccordement au réseau public après un délai de deux ans accordés par l'article L1331-1 du Code de la Santé Publique

*un branchement non conforme au sens strict :

- ✓ Soit des eaux pluviales rejetées au réseau d'eaux usées ce qui, en cas de fortes pluies, peut perturber le bon fonctionnement des postes de relèvement et de la station d'épuration
- ✓ Soit des eaux usées rejetées au réseau d'eaux pluviales, et donc dans le milieu naturel.

Il convient donc d'inciter les propriétaires à réaliser les travaux nécessaires.

La loi n°2021-1104 du 22 Août 2021 « climat et résilience » portant lutte contre le dérèglement climatique, renforce de façon significative la sanction financière en cas de non-raccordement au réseau public de collecte. Ainsi, la majoration de la redevance d'assainissement prévue initialement de 100% peut désormais être fixée jusqu'à la limite de 400%.

L'article L1138-1 du Code de la santé publique dispose : « *Tant que le propriétaire ne s'est pas conformé aux obligations prévues aux articles L. 1331-1 à L. 1331-7-1, il est astreint au paiement d'une somme au moins équivalente à la redevance qu'il aurait payée au service public d'assainissement si son immeuble avait été raccordé au réseau ou équipé d'une installation d'assainissement autonome réglementaire, et qui*

peut être majorée dans une proportion fixée par le conseil municipal ou le conseil de la métropole de Lyon dans la limite de 400 %. »

L'article L1331-8 du Code de la Santé publique prévoit toutefois que « *Cette somme n'est pas recouvrée si les obligations de raccordement prévues aux mêmes articles L. 1331-1 à L. 1331-7-1 sont satisfaites dans un délai de douze mois à compter de la date d'envoi de la notification de la pénalité* ».

Monsieur le Maire propose de fixer à 400% la majoration de la redevance d'assainissement en cas de non-raccordement au réseau collectif ou de non-conformité du branchement. Elle serait applicable à la part collectivité et à la part délégataire et concernerait à la fois la part fixe et la part variable.

Monsieur le Maire ajoute que l'article L1331-1 du Code de la Santé Publique fixe à deux ans le délai accordé aux propriétaires d'immeubles existants pour se raccorder au réseau nouvellement créé.

Pour les non-conformités de branchement constatées lors des contrôles de branchement, M le Maire propose de fixer à 6 mois le délai accordé au propriétaire de l'immeuble concerné pour réaliser les travaux de mise en conformité. Ce délai commence à courir à compter de la réception du courrier de mise en demeure de la Collectivité.

Où cet exposé et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- ✚ **FIXE** à 6 mois le délai accordé au propriétaire des immeubles concernés par des non-conformités de branchement. Ce délai commence à courir à compter de la date de réception du courrier de mise en demeure de réaliser les travaux
- ✚ **DIT** qu'à l'expiration du délai accordé pour le raccordement, les propriétaires des immeubles raccordables sont redevables d'une somme équivalente à la redevance instituée en application de l'article L2224-12-2 du Code général des Collectivités Territoriales
- ✚ **FIXE** à 400% la majoration du montant TTC de la redevance d'assainissement en cas de non-respect des délais de branchement ou de mise en conformité.
- ✚ **DIT** que cette somme n'est pas recouvrée si les obligations de raccordement prévues aux mêmes articles L. 1331-1 à L. 1331-7-1 sont satisfaites dans un délai de douze mois à compter de la date d'envoi de la notification de la pénalité ».
- ✚ **DIT** que cette majoration s'appliquera à la part fixe TTC et la part variable TTC de la collectivité et du délégataire
- ✚ **DIT** que cette pénalité est une contribution financière dans l'intérêt de la santé et de la salubrité publique, qu'elle ne sera pas assujettie à la TVA et qu'elle sera appliquée sous forme de titre exécutoire de recette du Trésor Public, indépendamment de la facturation de la redevance d'assainissement
- ✚ **AUTORISE** M le Maire à faire toutes les démarches et signer tous les documents utiles à la mise en œuvre de cette délibération

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus par les membres présents.

Monsieur le Maire
Le Maire
Bernard JULLIEN



Le secrétaire
Jean-Louis CIANFARANI

Jean-Louis Cianfarani

Pour copie conforme,
Valencin, le 02/09/2025
Transmis à la sous-préfecture
Le 02/09/2025